



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-49414>

Département(s) de publication : **976**

Annonce n° **25-49414**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Mamoudzou (976)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : AMO POUR LA MISSION DE COMMUNICATION – DE CONCERTATION ET DE LA VALORISATION HISTORIQUE DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE KAWENI

**Description** : AMO POUR LA MISSION DE COMMUNICATION - DE CONCERTATION ET DE LA VALORISATION HISTORIQUE DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE KAWENI.

**Identifiant de la procédure** : dfc824d5-e778-43e7-9d20-816af02a2e5b

**Identifiant interne** : 2025DCPA0058

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79416200 Services de conseil en relations publiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79342200 Services de promotion

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Mamoudzou

**Ville** : Mamoudzou

**Code postal** : 97600

**Subdivision pays (NUTS) :** Mayotte ( FRY50 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 217,674 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

L'appel d'offres ouvert basé sur les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-5 du code de la commande publique. -

L'appel d'offres ouvert basé sur les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-5 du code de la commande publique.

### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :** 3

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés :** 3

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Faillite : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Corruption : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Concordat : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Participation à une organisation criminelle : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Fraude : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Insolvabilité : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Biens administrés par un liquidateur : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Motifs d'exclusion purement nationaux : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Coupable d'une faute professionnelle grave : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Paiement des cotisations de sécurité sociale : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

État de cessation d'activités : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Paiement d'impôts et taxes : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : L'acheteur accepte comme preuve suffisante soit la production d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** La communication

**Description :** Sur la base de l'univers graphique existant, le titulaire proposera des visuels, supports (PLV, affichage etc...) reprenant des éléments de l'identité visuelle du projet tout en l'adaptant aux différents événements et actions. Il devra s'inspirer des livrables des maîtrises d'œuvre et respecter la programmation annuelle d'actions de la Maison du projet de Kawéni et des opérations du NPRU.

**Identifiant interne :** 2025DCPA0058

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79416200 Services de conseil en relations publiques

**Options :**

**Description des options :** Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Le contrat est renouvelable tacitement pour une période d'un an.

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 1 An

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 1

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique :** Pas de passation de marché stratégique

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Voir règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Voir règlement de la consultation

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Prix pondéré à 40%

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique pondéré à 60%

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-securises.fr/>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : <https://www.marches-securises.fr/>

**URL** : <https://www.marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 27/05/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture** : 28/05/2025 à 12:00

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Un accord de confidentialité est requis** : non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé : oui**

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551- 23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Mamoudzou (976)

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002**

**Titre :** La concertation

**Description :** Le prestataire proposera une méthodologie d'intervention pour la préparation et l'animation des réunions publiques de concertation et d'informations, et ateliers ou rencontres avec la population. Des pratiques originales et innovantes sont attendues au regard des

problématiques du quartier de Kawéni et particulièrement les zones de bidonville et la jeunesse de la population. Il réalisera la mobilisation des différentes cibles (porte à porte, relais d'information etc...), la traduction en langue local et un compte rendu de la concertation par prestation. Ce document, fourni sous forme de rapport complet, reprendra tous les éléments (avis, attentes des différents interlocuteurs exprimés, suivi ...) essentiels à la concertation qui s'est déroulé, un suivi du nombre de participants et un questionnaire simple (éventuellement oral) peuvent être mis en place pour mesurer la satisfaction ou le niveau de compréhension.

**Identifiant interne :** 2025DCPA0058B

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79416200 Services de conseil en relations publiques

**Options :**

**Description des options :** Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Le contrat est renouvelable tacitement pour une période d'un an.

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 1 An

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 1

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique :** Pas de passation de marché stratégique

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Voir règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Voir règlement de la consultation

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix pondéré à 40%

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique pondéré à 60%

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr/>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** <https://www.marches-securises.fr/>

**URL :** <https://www.marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 27/05/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 28/05/2025 à 12:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Un accord de confidentialité est requis :** non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** oui

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551- 23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Mamoudzou (976)

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** La valorisation historique

**Description :** Le maître d'ouvrage porte une attente particulière à la valorisation historique du patrimoine. La volonté est de poursuivre la démarche de valorisation patrimoniale du projet « Kawéni Ya Zamani » de façon pérenne à travers divers outils d'informations et d'archives. Il s'agit de retranscrire l'histoire de Kawéni et la vie des opérations du NPRU en valorisant l'évolution du quartier.

**Identifiant interne :** 2025DCPA0058C

#### 5.1.1 **Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79416200 Services de conseil en relations publiques

**Options :**

**Description des options :** Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Le contrat est renouvelable tacitement pour une période d'un an.

#### 5.1.3 **Durée estimée**

**Durée :** 1 An

#### 5.1.4 **Renouvellement**

**Nombre maximal de renouvellements :** 1

#### 5.1.6 **Informations générales**

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 **Marché public stratégique**

**Objectif du marché public stratégique :** Pas de passation de marché stratégique

#### 5.1.9 **Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Voir règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Voir règlement de la consultation

#### 5.1.10 **Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix pondéré à 40%

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique pondéré à 60%

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-securises.fr/>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : <https://www.marches-securises.fr/>

**URL** : <https://www.marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 27/05/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture** : 28/05/2025 à 12:00

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Un accord de confidentialité est requis** : non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551- 23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la

décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Mamoudzou (976)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Mamoudzou (976)

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Mamoudzou (976)

**Numéro d'enregistrement :** 20000883700011

**Département :** Mayotte

**Adresse postale :** BOULEVARD HALIDI SELEMANI BP 01 97600 MAMOUDZOU

**Ville :** Mamoudzou

**Code postal :** 97600

**Subdivision pays (NUTS) :** Mayotte ( FRY50 )

**Pays :** France

**Adresse électronique** : o.satifatou@mamoudzou.yt

**Téléphone** : +33 269665510

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.mamoudzou.yt/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Mayotte

**Numéro d'enregistrement** : 20000883700011

**Département** : Mayotte

**Adresse postale** : Les Hauts du Jardin du Collège

**Ville** : Mamoudzou

**Code postal** : 97600

**Subdivision pays (NUTS)** : Mayotte ( FRY50 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

**Téléphone** : +33 026961185

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : c6ff8817-7721-4ba2-99bc-234e4b88d61c - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 30/04/2025 à 14:24

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

## 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 30/04/2025